

à l'attention de la Confédération Paysanne du Lot

Objet : Réponses à votre questionnaire

Tout d'abord, il convient, avant de vous présenter les réponses aux questions posées, de préciser que mon engagement pour cette élection propose principalement de remettre les citoyens au coeur des décisions utiles à la collectivité.

Ainsi, quelle que soit la nature du dossier à traiter, ma position consiste à soumettre aux électeurs une information claire et objective, notamment en sollicitant l'intervention de professionnels maîtrisant les compétences nécessaires du sujet abordé afin que chaque citoyen puisse donner son avis.

C'est la méthode que je souhaite privilégier pour que s'exerce dans notre pays et sur notre territoire une démocratie plus directe et participative.

Les réponses qui suivent seront donc à la fois dictées par mes convictions profondes et une réelle volonté de m'assurer que les orientations prises sur ces sujets emportent à la fois une adhésion populaire et la satisfaction d'une majorité de vos adhérents.

Q1 : Dans la continuité des lois Egalim 1 et 2, les revenus des producteurs doivent être confortés, au mieux améliorés. Il faut, à mon avis, activer tous les facilitateurs comme encourager les consommations locales, les circuits-courts et renforcer les liens avec les collectivités pour alimenter directement les écoles et cuisines centrales.

Q2 : Un sujet important, grave et qu'on peut même parfois supposer comme dramatique. Une fois encore, je pense que c'est le bon sens qui doit prédominer. Le choix de cultures et de méthodes raisonnées doivent permettre de classer des productions et des territoires comme essentiels et prioritaires et donc de les préserver de toute spéculation ou expropriation.

Enfin, dans le cas d'une faillite d'une exploitation, ne peut-on envisager une règle qui garantisse un pourcentage de terres non saisissables ?

Q3 : Le projet PAC2023 me semble prendre une meilleure direction dans ce sens. Il faudra évidemment s'assurer que l'Etat Français accompagne réellement ce virage dans les actes et que des efforts soient faits pour récompenser encore davantage les choix utiles à la protection de l'environnement plutôt qu'un simple calcul du nombre d'hectares possédés.

Une fois encore, je ne crois pas à l'efficacité des décisions centralisées. Confier les études et les analyses des outils mis en place par cette politique agricole aux collectivités territoriales et à celles et ceux qui en

maitrisent bien les compétences et les contours, permettra les réglages nécessaires pour une plus juste application des aides.

Q4 : Une aide doit effectivement être temporaire, sinon ce n'est plus une aide mais un acquis. La sagesse serait certainement de prévoir un arrêt dégressif de cette aide plutôt qu'un arrêt brutal.

Par ailleurs, si ces aides existent, c'est qu'il est reconnu qu'il faut quelques années pour réussir cette transition vers le bio. Ces années doivent aussi être mises à profit par l'Etat pour encourager et faire progresser la consommation des produits bio. Il faut donc lui rappeler cette responsabilité et l'obliger à prendre de vrais engagements dans ce sens, au national comme en local.

Q5 : Cette situation non régularisée est simplement intolérable. Là encore, il faut d'urgence rappeler à l'Etat ses responsabilités, tant sur l'impact sur l'environnement et la santé publique mais également sur l'importance de l'héritage transmis aux générations futures. En ce sens, préserver la reproduction et la diffusion de semences paysannes, est à mon avis, un devoir.

Q6 : C'est un constat certes alarmant, mais je suis certain que les prises de conscience de la société et les tendances à venir amélioreront naturellement cette situation. En parallèle, il convient évidemment d'encourager les circuits-courts, les productions et consommations locales ainsi que l'implication des collectivités locales.

Enfin, encourager le consommateur éco-responsable (avec par exemple des primes récompensant une consommation de productions locales) permettra au jeune exploitant d'envisager un avenir plus serein.

Q7 : Bien sûr que les énergies vertes et renouvelables sont essentielles pour la préservation de la planète. Mais pour autant, les choix faits dans ces domaines doivent être concertés et raisonnés.

Consulter les citoyens sur ces projets et obtenir leur adhésion sur les projets fiables et responsables dans ce domaine permettra de mettre en évidence ceux qui ne le sont pas et je les espère, les écarter quand les garanties de réelle préservation de l'environnement ne sont pas au rendez-vous.

Q8 : L'eau est un bien précieux mais reste aussi le bien de tous.

Evidemment, un fond mutuel et solidaire disponible pour ceux qui peuvent subir des aléas climatologiques aléatoires est un dispositif indispensable et doit être encouragé.

Mais comme la ressource en eau est de plus en plus une inquiétude pour tous, il faudra aussi se tourner vers toutes les innovations permettant d'économiser l'eau et par ailleurs, revenir dès que possible vers des cultures qui seraient moins exigeantes en eau.

Q9 : Quand on préconise productions et consommations locales, privilégier des abattoirs de proximité coule de source. Et si en plus cette initiative crée des emplois... Les collectivités territoriales peuvent aussi être sollicitées sur ce sujet.

Q10 : C'est clairement un sujet compliqué et sensible. La circulation d'une épidémie semble difficile à prévoir et à endiguer. Eviter de multiplier les échanges avec d'autres départements et régions peut paraître plus sage. Il faudrait donc favoriser toutes les filières locales d'approvisionnement.

Et faire pression sur l'Etat pour de vraies avancées scientifiques pour enrayer ces épidémies.

Comme vous l'avez demandé, je vous ai livré mes réponses avec conviction et sincérité et la compréhension qui est la mienne pour ces problématiques que vous connaissez bien mieux que moi.

Aussi, je pense que la meilleure réponse que je puisse finalement vous faire est de vous assurer de vous accorder le temps nécessaire pour vous écouter, vous comprendre et apprendre de vos expériences.

Enfin, si je suis élu, je m'engage à exprimer fidèlement à tous les citoyens vos difficultés, vos idées et vos espoirs pour obtenir d'eux une vraie adhésion de soutien et être tous ensemble une force utile à l'avenir de votre profession et de vos familles.